

## Grève générale!

### Quelques réflexions sur une idée bien d'actualité

**Bernard Hennequin**

**R**appelons-nous, il n'y a pas si longtemps encore, l'emploi de l'expression « grève générale » était l'apanage des militants les plus radicaux : dans le contexte de sinistrose ambiante, il s'agissait en quelque sorte d'un gros mot (comme celui de luttes des classes, d'exploités par exemple), revenant comme une incantation, un cri de colère aussi. Suffisamment gros toutefois pour mettre mal à l'aise les hiérarchies syndicales : que l'on se souvienne en effet du bel « accueil » fait aux « leaders » nationaux descendus à Marseille prendre la température de la base lors d'une des multiples journées nationales d'action sur les retraites, en 2005.

Depuis, signe des temps, la grève générale réinvestit tranquillement la rue, agitant quelque peu ces défilés qui ne ressemblent plus qu'à de banales promenades de santé, tellement ils sont dépourvus de perspectives.

Dernier exemple en date, jeudi 29 janvier 2009, dans les rues marseillaises, cette réflexion plus d'une fois entendue parmi les manifestants et pas les plus radicaux pour le coup : « Des journées d'action cela ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est bloquer le pays par la grève générale. Économiquement, il n'y a que ça qui leur fera peur. »

L'actualité de la grève générale c'est également cette lame de fond de protestation sociale qui balaya la Guadeloupe et l'ensemble de l'outre mer colonisée.

En publiant « *Déposséder les possédants* » *La grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906)*<sup>1</sup>, les éditions Agone ont, une fois encore, fait preuve d'une belle perspicacité en permettant, au travers de textes rassemblés et commentés par Miguel

1. Dans la collection Mémoires sociales, Marseille, 2008, 267 pages, 18 euros.

Chueca, de «poursuivre un débat inachevé» qui aujourd'hui prend une résonance toute particulière.

Bien qu'historiquement datés, ces textes sont en effet d'une actualité surprenante dans la mesure où leur pertinence fait sens dans un contexte actuel marqué par l'impasse dans laquelle se sont enfermés organisations syndicales (surtout préoccupées d'apparaître comme des interlocuteurs responsables et des partenaires sociaux) et partis politiques (tous enclins à la gouvernance, à plus ou moins brève échéance).

Bien sûr, les esprits chagrins ne manqueront pas de nous faire remarquer que l'environnement social, politique et économique de notre époque n'est plus le même, marqué comme il l'est du sceau indélébile d'un réformisme de très basse intensité. Et pourtant, les conditions de vie globales ont-elles tant changé que cela? Certes le capitalisme a vu sa nature se transformer, passant d'une structure industrielle à une structure opaque, spéculative et financière (avec les effets que l'on sait depuis l'explosion de la bulle immobilière de 2007) mais c'est toujours dans la même direction que nous

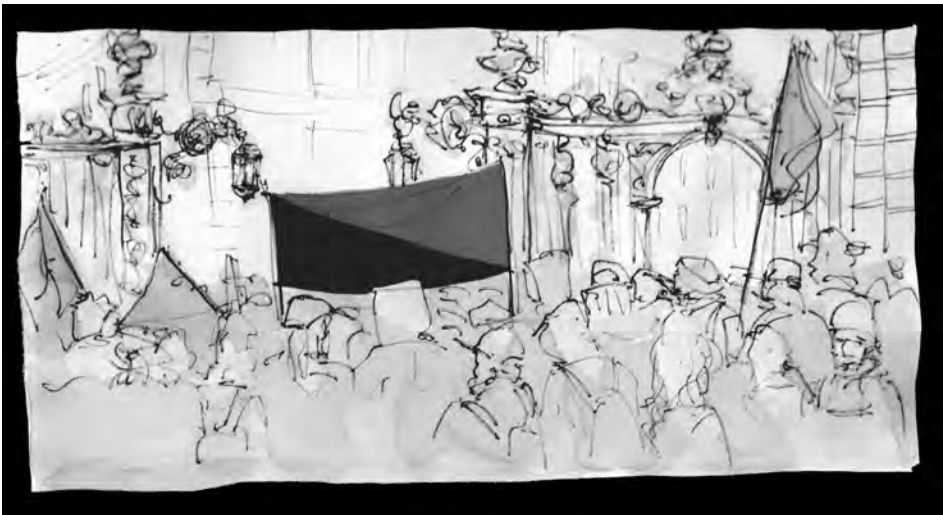
sommes conduits: le mur avec son cortège d'appauvrissement généralisé, de désastres environnementaux et de domination chaque jour accrue!

Il apparaît donc indispensable de se replonger dans ces textes pour retrouver dans ces idées et concepts fécondés dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des raisons non seulement d'espérer mais surtout de se convaincre que la domination, quel qu'en soit le degré, n'est jamais un horizon indépassable.

### Une idée essentiellement prolétarienne

La notion de grève générale est une idée essentiellement prolétarienne, naissant de la lutte elle-même et de la pratique ouvrière, «sans blason idéologique», comme le soulignait Emile Pouget. «La grève générale n'est point née de réflexions profondes sur la philosophie de l'histoire: elle est issue de la pratique», ajoutait Georges Sorel dans sa préface à la brochure *L'avenir socialiste des syndicats*.

Un concept fondamental qui, après l'échec sanglant de la Commune de Paris,



## Le débat entre partisans et adversaires de la grève générale

permettra au mouvement ouvrier de concevoir un outil, une méthode de lutte dépassant à la fois la stratégie « barricadière » des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle et les luttes parlementaires et le réformisme ouvrier (en particulier le trade-unionisme anglais), dont il avait bien perçu le caractère fondamental de renoncement au changement social.

Peu importe qu'elle ait été traitée d'utopie ou d'insanité anarchiste, de maladie infantile du socialisme, la grève générale se révèle comme une possibilité ouverte à l'action sur le présent.

L'idée de grève générale révolutionnaire et expropriatrice, outil de l'émancipation sociale, s'affirme contre la volonté de la social-démocratie de « transporter la lutte sociale sur le terrain politique ».

Et l'on comprend mieux, à la lecture des irréductibles opposants de la grève générale (qui ne l'ont pas toujours été d'ailleurs à un certain moment de leur « carrière », Briand et Jaurès entre autres), ce que cette idée a pu recéler de révolutionnaire pour le mouvement ouvrier... et d'insupportable pour eux.

Les opposants à la grève générale n'ont eu de cesse de la critiquer, plus exactement de la disqualifier et de la pervertir pour mieux l'éradiquer au sein de la classe ouvrière de l'époque, car elle contenait en germes la construction d'un socialisme de type nouveau, parce qu'anti-autoritaire.

Arguant du fait que, pour arriver à la possibilité d'une révolution par la grève générale, il fallait un prolétariat entièrement solidaire, avec des idées communes et organisé, l'idée de grève générale eut très peu de succès auprès des politiques : tactique pour laquelle leur rôle était réduit à néant, elle mettait en effet à mal leur politique essentiellement démocratique, réformisme ou électoral.

Pour les ESRI (Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris), groupe de propagande communiste-anarchiste, dont l'existence s'étendit de la fin 1891 à 1903, les choses sont encore plus claires.

En dehors des avantages d'utilité pratique et de la possibilité actuelle de la grève générale, ce mode révolutionnaire a encore, pour les communistes anarchistes, un certain nombre d'autres avantages ; ces avantages théoriques sont importants, ils font de la grève générale la forme révolutionnaire qui se rapproche le plus des idées communistes et anarchistes.

Au point de vue communiste, en effet, ces avantages sont les suivants :

– le but de la grève générale ne peut être que communiste puisque, mettant en présence la classe ouvrière et la classe capitaliste, comme classes, elle ne peut s'abaisser à des revendications partielles. Coupant la racine du capitalisme, elle le supprime.

– elle exige (pour réussir) la mise en pratique immédiate du communisme, c'est-à-dire la mainmise immédiatement sur les moyens de production exploités en commun.

Au point de vue anarchiste :

– la grève générale n'est pas une tactique politique ; elle reste sur le terrain économique. L'agitation en sa faveur se passe tout à fait en dehors du mouvement électoral et parlementaire et du personnel politique,

– son but n'est pas un but, puisque ce but est de fonder une société communiste et non pas de s'emparer du pouvoir central, puisque ce but se réalise dans l'expropriation directe des capitalistes, sans mettre en œuvre des moyens légaux et



pacifiques (réformes accumulées, rachats des grandes entreprises par l'État, lois sociales, etc.),

– la généralisation du mouvement et l'inutilité du besoin d'un organisme central rendent peu probable la possibilité d'une dictature, quelle qu'elle soit. Étant une révolte sociale dirigée contre le patronat, la grève générale présente le minimum de chances d'être accaparée par des politiciens ou d'aboutir au socialisme d'État.<sup>2</sup>

À cela, le socialiste Jean Jaurès – qui instruisit l'essentiel du procès à charge des syndicalistes révolutionnaires – n'aura de cesse de répliquer

que, dans une démocratie, la grève générale est contraire à l'idée même de la Révolution. Je dis qu'il n'y a et ne peut y avoir Révolution que là où il y a conscience, et que ceux qui construisent un mécanisme pour véhiculer le prolé-

tariat à la Révolution presque à son insu, ceux qui prétendent l'y conduire comme par surprise, vont à rebours du vrai mouvement révolutionnaire<sup>3</sup>.

Une attaque en règle bien « compréhensible » de la part d'un homme dont l'obsession politique était de promouvoir au sein de la classe ouvrière la méthode souveraine de la conquête légale de la majorité et d'écarter le spectre de la Révolution comme changement d'axe de l'orientation sociale.

### Une société productrice sans maîtres

De son côté, Edouard Berth, disciple de Sorel – qui avait bien saisi qu'il s'agissait de bien d'autre chose que de conquérir le pouvoir mais bien de transformer la société –, confirmait que « la grève générale est, par excellence, l'idée antithétique de l'idée de conquête des pouvoirs publics. La notion d'autonomie ouvrière, dont l'idée de grève générale n'est que l'expression violente, dramatique, pour ainsi dire catastrophique, s'oppose nécessairement à l'État ».

Analysant le divorce entre le socialisme et le syndicalisme, il notait que le syndicalisme reprochait au parlementarisme socialiste de « travailler à contresens du mouvement ouvrier, en voulant

2. Extraits de « La grève générale », rapport présenté en vue du congrès antiparlementaire de Paris en septembre 1900, finalement annulé, mais publié dans le *Supplément littéraire des Temps nouveaux*, de Jean Grave.

3. Extraits de « Grève générale et révolution », publié dans le quotidien socialiste *La Petite République*, les 29 août 1<sup>er</sup> septembre 1901.

4. Sous le titre « Grève générale et social-démocratie », ce texte a été publié dans la revue *Le Mouvement socialiste*, de Hubert Lagardelle, en août 1905.

substituer aux méthodes de lutte, seules fécondes et révolutionnaires, des méthodes de pacification sociale».

L'idée essentielle des partisans de la grève générale, c'est, en supprimant le patronat et l'Etat, en faisant disparaître tutelle patronale et tutelle administrative, de fonder une société productrice sans maîtres<sup>4</sup>.

Comme en écho, Paul Louis, socialiste critique d'obédience blanquiste, dans sa réponse aux adversaires socialistes de la grève générale, reconnaissait que « ce qui fait la force du mouvement prolétarien, qui l'a choisie comme sanction et comme arme, c'est qu'il s'appuie sur des considérations de simple bon sens, à l'exclusion de toute théorie nébuleuse ».

C'est encore lui qui se livrera à une critique acérée de la position prise par le Congrès international d'Amsterdam en avril 1904 de condamner la grève générale en avertissant les ouvriers

de ne point se laisser influencer par la grève générale dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et corporative<sup>5</sup>.

Et Georges Sorel d'enfoncer un peu plus le clou, en ajoutant : si nos politiciens socialistes

combattent la grève générale, c'est qu'ils reconnaissent, au cours de leurs tournées de propagande, que l'idée de grève générale est si bien adaptée à l'âme ouvrière qu'elle est capable de la dominer de la manière la plus absolue et de ne laisser aucune place aux désirs que peuvent satisfaire les parlementaires. Ils s'aperçoivent que cette idée est tellement motrice que, une fois entrée dans les esprits, ceux-ci échappent à tout contrôle de maîtres et qu'ainsi le pouvoir des députés sera réduit à rien. Enfin ils sentent, d'une manière vague, que tout le socialisme pourrait bien être absorbé par

la grève générale, ce qui rendrait fort inutiles tous les compromis entre les groupes socialistes en vue desquels a été constitué le régime parlementaire<sup>6</sup>.

Ce qui est sous-jacent à tous ces textes, c'est la formidable et obstinée capacité dont la classe ouvrière de cette époque fit preuve pour se voir reconnaître le droit d'avoir et d'organiser sa propre autonomie.

Et ce n'est pas parce que la lutte acharnée entre le socialisme purement parlementaire et le socialisme ouvrier révolutionnaire tourna à l'avantage du premier que le second avait tort pour autant.

S'il est vrai que l'Histoire se fait un malin plaisir à renvoyer aux oubliettes les perdants et avec eux leurs idées, la réapparition actuelle de l'idée de grève générale sonne comme un démenti pour toutes celles et ceux qui persisteraient à nier aux dominés la possibilité d'envisager une révolution sociale accomplie d'en bas, hors de tout recours à de quelconques maîtres.

## Bernard Hennequin

5. Extraits de « La grève générale », chapitre IV de *L'avenir du socialisme*, publié en 1905.

6. Extraits de « La grève générale prolétarienne », chapitre IV des *Réflexions sur la violence*, publié en 1906.



Philippe Struck, Nancy 2005